

Haïti : l'écran humanitaire

Par [Frédéric Thomas, docteur en Sciences politiques, chargé d'étude au CETRI-Centre tricontinental](#) — 27 novembre 2019

Lors d'une manifestation demandant la démission du président Jovenel Moïse, le 18 novembre. Photo Valerie Baeriswyl. AFP

L'humanitaire est une nouvelle fois « la réponse » de l'international à la crise haïtienne. Une stratégie de pourrissement qui témoigne avant tout de la complicité avec le régime en place et contourne l'exaspération sociale des habitants.



Haïti : l'écran humanitaire

Tribune. « Crise humanitaire ». La formule, insistante, revient avec force ces derniers temps pour dire la situation en Haïti. Plus d'un Haïtien sur trois est en insécurité alimentaire, 2 millions d'enfants ne sont pas scolarisés depuis la rentrée, les médicaments manquent et les hôpitaux sont fermés. Les faits et les chiffres s'égrènent, l'urgence s'impose. La « communauté » internationale s'agite et tire la sonnette d'alarme. Les Etats-Unis ont envoyé, début novembre, un navire-hôpital de la marine, tandis que la France vient de voter le doublement de l'aide alimentaire.

L'humanitaire est la réponse de l'international à la crise haïtienne. Une crise dont il est en partie responsable et qu'il continue d'alimenter, en appelant encore et toujours à un « *dialogue sans condition* » avec le président Jovenel Moïse, mis en cause dans le dossier de corruption Petrocaribe. Depuis juillet 2018, dans un contexte de dégradation des droits et des conditions de vie, le peuple haïtien s'est soulevé. Les manifestations et barricades se succèdent, au point de bloquer régulièrement le pays, pour exiger la démission du Président et ouvrir la voie à une transition. Pour les Haïtiens, aucun doute : sans le soutien des institutions internationales et des pays occidentaux – dont, au premier chef, les Etats-Unis –, leur président, décrédibilisé, en butte à un rejet massif de la population, serait déjà tombé. L'aide humanitaire et le dialogue, imposés par l'international, témoignent avant tout de la complicité avec le régime en place. Ils correspondent à sa stratégie de pourrissement, contournent l'exaspération sociale, et tendent à assurer le *statu quo*.

L'écran humanitaire

Sous le regard humanitaire, les choses vont enfin reprendre leur place, et l'ordre – fût-il illusoire – revenir. Les Haïtiens – les femmes et les enfants d'abord –, seront les victimes, passives et impuissantes, de la corruption endémique des pays du Sud, sinon de la fatalité. Nous, en venant une nouvelle fois en aide envers ces malheureux, nous reprendrons notre tâche héroïque et habituelle de sauver des vies. Le rapport du sauveur « blanc » et de la victime « noire » viendra confirmer l'évidence de cette division du travail. Voilà qui dessine une situation déjà vue, simple et efficace, directement compréhensible.

Soit tout le contraire du soulèvement actuel. Les Haïtiens et Haïtiennes sont descendus dans la rue pour lutter contre la corruption et les inégalités, réclamer justice et changement. Cela demande un triple effort de compréhension. D'abord se départir du regard néocolonial, qui fait du peuple haïtien une masse amorphe et impuissante. La bataille de Vertières en 1803 n'a jamais existé (*avez-vous entendu parler de cette première défaite des troupes de Bonaparte envoyées dans la colonie Saint Domingue contre les esclaves ? C'est le premier acte qui déboucha sur l'indépendance d'Haïti et que peu de Français connaissent.* ndlr). Ensuite, être à la hauteur de ces voix et revendications qui demandent d'être entendues, et portent une vision politique. Enfin, le plus difficile peut-être : se remettre en cause. Car, au-delà de leur Président et de leur classe dirigeante, les manifestants haïtiens visent un système, que les institutions internationales et les pays occidentaux ont contribué à mettre en place, et qu'ils soutiennent, face à la menace du « chaos ».

La révolte sociale

L'aide internationale permet de quitter notre position inconfortable de responsables, de ne nous embarrasser ni de l'histoire ni de la parole des Haïtiens – « *on n'y comprend rien* » de toute façon –, pour revenir à une attitude-réflexe, où la seule action possible est celle qui met à distance et les acteurs et la révolte, redevenus les victimes d'une tragédie. On répond, en humanitaires, à la faim, pour ne pas avoir répondu aux massacres de La Saline et de Bel Air, et pour ne pas avoir à entendre la colère des Haïtiens et Haïtiennes.

La crise en Haïti est le fruit de politiques, d'inégalités et d'acteurs (nationaux et internationaux) qui font système. Chaque jour qui passe, avec Jovenel Moïse à la tête de l'Etat haïtien, enfonce le pays un peu plus dans le marasme, hypothèque tout avancée, et augmente le risque que le sang coule à nouveau. Lorsque l'on ne sait pas quoi faire, lorsque, surtout, on ne veut rien faire, l'aide humanitaire est la meilleure « solution ». Sous le couvert d'une agitation spectaculaire, avantageusement relayée par les médias, elle offre une échappatoire commode à l'inaction et à la complicité.

Tendez l'oreille, ouvrez les yeux : les Haïtiens n'appellent pas au secours. Ils luttent, parlent d'égalité et de liberté, d'un monde à changer. L'urgence en Haïti est moins celle d'une aide internationale que la fin d'un *statu quo*, qui condamne le pays à dépendre de l'aide. Or l'humanitaire est partie prenante de la reproduction d'un système avec lequel, justement, les Haïtiennes et Haïtiens veulent rompre.

[Frédéric Thomas docteur en Sciences politiques, chargé d'étude au CETRI-Centre tricontinental](#)